

En Gironde, un contrat de recherche entre le Conseil général et l'Université

mai 2010

Imprimer la page

Index

- [Type d'action](#)
- [Département](#)
- [Porteur\(s\) de l'action](#)
- [Objectif\(s\) et bref descriptif](#)
- [Origine\(s\)](#)
- [Description détaillée](#)
- [Bilan](#)
- [Partenaire\(s\)](#)
- [Moyens](#)

Type d'action

- Développement social
- Accès à l'emploi
- Partenariat / transversalité
- Pratiques professionnelles

Département

Gironde (33)

Porteur(s) de l'action

Conseil général de la Gironde

Objectif(s) et bref descriptif

Pour consolider les relations entre le Conseil général de la Gironde et l'Institut d'Etudes Démographiques de l'Université Bordeaux IV, un contrat encadre la réalisation de programmes de recherches et de séminaires sur différentes thématiques et notamment celle de l'insertion. Dans le but de faire évoluer les politiques publiques et les pratiques professionnelles, les travaux sont diffusés de manière large dans le monde scientifique ainsi qu'auprès des élus et des services du Conseil général.

Origine(s)

En janvier 2008, sous l'impulsion de différents élus du Département de Gironde, une convention est signée entre le Conseil général et l'Institut d'Etudes Démographiques de l'Université Bordeaux IV (IEDUB). Le but est de rapprocher l'Université des politiques publiques sociales départementales. Au sein du Conseil général, c'est la Direction générale adjointe chargée de la solidarité et du logement, et notamment sa Direction des politiques de lutte contre l'exclusion, qui porte le projet. Le contrat signé définit la mise en oeuvre de programmes de recherche appliquée aux politiques départementales, autour des thématiques de pauvreté, d'exclusion et d'insertion. La convention prévoit en outre la possibilité d'élargir les travaux conduits à d'autres champs de l'action sociale

Description détaillée

Le premier contrat de recherche et de développement scientifiques signé entre le Conseil général de la Gironde et l'Université Montesquieu-Bordeaux IV porte sur l'année 2008. Il vise à pérenniser la relation entre les deux partenaires, à travers la réalisation de programmes de recherches et d'études, la diffusion des résultats de ces travaux au sein du monde scientifique et du Conseil général de la Gironde, la mise en place de séminaires d'études et enfin l'accueil au sein du Conseil général d'étudiants de l'Université en tant que stagiaires. En 2009, un deuxième contrat renouvelle cet

accord, pour une durée de trois ans.

Les modalités du partenariat

Un programme d'études et de recherche est défini sur une base annuelle entre le Conseil général et l'IEDUB. Le contrat prévoit l'organisation de séminaires, colloques ou encore « journées de démographie économique et sociale », faisant intervenir des universitaires et experts. Ces différents travaux font l'objet d'une publication intervenant six mois après l'événement et profitant d'une large diffusion (via Internet et un support papier) au sein du monde scientifique et du Conseil général de la Gironde.

Parallèlement, des interventions d'enseignants-chercheurs sont prévues au sein du Département afin de valoriser les travaux de recherche effectués, de présenter les nouveaux indicateurs réalisés et de familiariser aussi bien élus qu'agents à leur utilisation. Par ailleurs, les responsables et élus du Conseil général destinent aux étudiants de l'Université des conférences sur les politiques publiques, la précarité ou encore l'évaluation. Enfin, quelques stagiaires de l'IEDUB mènent chaque année au sein du Conseil général des enquêtes sur des problématiques spécifiques en lien avec la solidarité. Ces étudiants sont issus des parcours professionnels « Analyse démographique » et « Population, développement et prospective » de la mention Economie Appliquée de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV.

Le partenariat entre les deux instances recouvre ainsi plusieurs dimensions : des activités de consultation et des travaux d'experts et de stagiaires portant directement sur les données du Département, des formations visant des publics spécifiques, des séminaires et des publications à destination d'une plus large audience.

Les objectifs poursuivis

Le partenariat entre le Conseil général et l'institut de démographie de l'Université permet un apport mutuel. Pour le premier, il s'agit de répondre à des besoins de connaissance des publics aidés, de traitement de données quantitatives, d'évaluation des stratégies et des pratiques professionnelles et, plus généralement, de réflexion sur les politiques menées. Et réciproquement, le Département de la Gironde offre pour la recherche appliquée un terrain d'expérimentation pertinent pour les équipes universitaires.

Ces travaux s'inscrivent dans une dimension évaluative de l'action publique. L'introduction d'un regard extérieur, en l'occurrence celui des équipes de recherche de l'institut de démographie, offre une distance utile à l'analyse de l'adéquation entre les politiques menées et les besoins des populations. Ainsi un partenariat de long terme, sur différentes thématiques de l'action sociale, peut contribuer à faire évoluer les politiques publiques sur certains sujets.

Un autre objectif est celui de favoriser la cohérence entre l'orientation stratégique d'une politique et la pratique professionnelle. Les séminaires sont notamment l'occasion d'échanges entre élus, cadres de l'action sociale et travailleurs sociaux. Ils donnent la possibilité aux élus de confronter leurs réflexions stratégiques à la mise en oeuvre concrète des politiques. Le processus de recherche se veut ainsi un outil au service d'une vision plus transversale et dynamique de l'action publique.

Les thèmes abordés

Au sein des séminaires, les thématiques abordées recouvrent les questions de démographie économique et sociale, ainsi que le champ, au sens large, de la lutte contre les exclusions : les formes contemporaines de la vulnérabilité, l'insertion des jeunes diplômés, les femmes et la précarité sociale, l'enfance en danger, la santé et l'insertion, etc.

En ce qui concerne les études réalisées, elles portent sur le public RMI-RSA et, plus largement, sur l'évaluation des politiques publiques. L'IEDUB a ainsi défini le système d'observation du dispositif RSA. L'institut de démographie a par ailleurs élaboré une enquête sur le devenir des enfants placés. En outre, les enquêtes des stagiaires ont porté sur les bénéficiaires de contrats aidés ou encore la médiation interculturelle.

Pour l'année 2010, des études et conférences sont prévues sur des sujets divers comme la création d'entreprise, l'insertion sociale au sens large (sanitaire, culturelle, sportive) ou encore les épiceries sociales. Une conférence sera organisée sur la méthodologie des diagnostics territoriaux.

Quant aux formations à destination des agents du Conseil général, elles porteront à partir de septembre 2010 sur la saisie des données dans le cadre du dispositif RSA et sur l'interprétation des informations statistiques. Il s'agit notamment de sensibiliser les travailleurs sociaux à l'intérêt que peut représenter une bonne utilisation des outils statistiques, tant pour la qualité du service rendu aux bénéficiaires que pour la facilitation et de leur propre travail.

Quelle portée ?

Si le premier séminaire, en juin 2008, était principalement à destination des étudiants et des élus et agents de la Direction des politiques de lutte contre l'exclusion et de la Direction des actions territorialisées et du développement social, les événements organisés ont cherché par la suite à toucher un public plus large : les élus et agents de l'ensemble de la DGA Solidarité-Logement, le personnel issu d'autres directions du Conseil général, ainsi que toutes les personnes ayant un intérêt pour le sujet (autres collectivités locales, préfecture, région, Pôle Emploi, associations...). Un important travail de promotion est ainsi effectué en lien avec les services de communication du Conseil général. A travers une information effectuée en amont des séminaires, puis la diffusion des publications en aval, il s'agit de toucher les acteurs de l'action sociale au sens large.

Afin de croiser les regards dans la réflexion menée sur les politiques, une réflexion est désormais en cours pour éventuellement élargir le partenariat à d'autres disciplines universitaires telles que la sociologie et la psychologie. Actuellement, d'autres structures ont déjà été associées aux séminaires. C'est le cas notamment de l'Observatoire de la vie étudiante de l'Université Bordeaux III, ayant participé au séminaire sur les jeunes diplômés, ou encore d'associations d'insertion sociale et professionnelle. Le choix des intervenants témoigne de la volonté de concilier qualité de l'expertise scientifique et approche pratique et percutante pour les équipes opérationnelles.

Bilan

- Rapprochement entre l'Université Bordeaux IV et le Conseil général de la Gironde
- Travaux et évaluation de thèmes spécifiques de l'action sociale départementale
- Quatre séminaires (50 à 70 participants à chaque fois) et un colloque (environ 150 participants) organisés entre 2008 et 2009.
- Trois stagiaires accueillis entre 2008 et 2009. Quatre à cinq stagiaires attendus pour 2010.

Partenaire(s)

Le Conseil général de la Gironde, à travers sa Direction générale adjointe chargée de la solidarité et du logement.

L'université Bordeaux IV, à travers son Institut d'études démographiques (IEDUB).

Moyens

Un montant annuel est alloué à ce contrat (pour 2008, contribution de 90% du Conseil général, 10% de l'IEDUB) prenant en charge :

- Le personnel de documentation.
- Le personnel doctorants, post doctorants ou vacataires de recherche (5 à 8 personnes).
- L'encadrement des stagiaires.
- L'acquisition de données.
- Les intervenants extérieurs.
- Les colloques et séminaires.
- La diffusion des résultats des travaux.
- L'expertise, les activités scientifiques.

Pour la coordination du dispositif : une conseillère technique évaluation des politiques sociales et implication de plusieurs cadres de la direction des politiques de lutte contre l'exclusion et du directeur de l'IEDUB pour la préparation des séminaires.

Contact

Yagoubi Dahbia

Conseillère Technique Evaluation des Politiques Sociales, Responsable Evaluation du dispositif RSA Girondin

Adresse : Esplanade Charles de Gaulle
33000
Bordeaux
France

Tél. : 05 56 99 58 98

Courriel : d.yagoubi@cg33.fr